



Rare

DC

141

.F74

no. 302



M É M O I R E

P O U R les Négocians François établis en
Syrie ;

*Présenté à l'ASSEMBLÉE NATIONALE
de France par M. Jean-Baptiste CROZE-
MAGNANT, Négociant, Député extraor-
dinaire à Paris.*

Q U E des françois qui avoient été exercer leur industrieuse activité, leur intelligence courageuse dans les échelles d'Acre & de Seyde aient éprouvé les plus horribles vexations de la part d'un pacha, despote subalterne, dont la volonté seule est la loi, & qui ne fait vouloir que des injustices, c'est ce qui affligera sans étonner.

Mais que ces mêmes françois, après avoir été tièdement défendus par l'ambassadeur de France à Constantinople, n'obtiennent pas les justes réparations que, dans des circon-

ces moins graves , la Porte a efficacement commandé à ses gouverneurs ; qu'ils languissent tristement exilés dans une échelle voisine , où on leur donne un asyle cherement acheté ; que leurs créances se perdent , que leur fortune s'anéantisse sous l'œil insouciant du ministre qui devoit les défendre , les protéger , c'est ce qu'on ne peut entendre sans surprise & sans douleur.

Et si , comme tout l'annonce , non content de laisser peser sur leurs têtes le malheur qui les accable , l'ambassadeur de France à Constantinople , M. de Choiseul-Gouffier , a contribué à l'aggraver encore ; s'il a envoyé d'autres négocians pour s'emparer de tous les avantages commerciaux , dont les anciens majeurs ont été dépouillés ; s'il protège en secret , avec énergie , & publiquement avec succès cet établissement spoliateur ; s'il souffre que des françois aient l'audacieuse lâcheté de s'emparer des maisons dont le despote du pacha Ahmet Dgezar les a chassés , alors un sentiment d'indignation doit s'élever contre l'ambassadeur , qui a manqué à ses devoirs , & opéré la ruine de ceux qu'il devoit protéger & défendre.

Si , non content d'oublier ce qu'il des

voit à la dignité, à la gloire nationale, en manquant aux individus, il a encore laissé outrager l'honneur françois d'une manière plus directe & plus insolemment audacieuse, en souffrant, sans se plaindre, que le mâât au haut duquel flotloit le pavillon national à Acre, fût renversé, dépécé, abandonné au peuple, & le pavillon françois livré aux insultes & à l'opprobre; si, depuis cet événement, dont il a été instruit, il n'en a pas dit un seul mot dans ses dépêches; s'il n'a pas sollicité de la Porte Ottomane une vengeance éclatante de l'injure faite à la nation qu'il a l'honneur de représenter près d'elle, il mérite la sévère punition destinée à ceux qui trahissent la cause publique.

Eh bien, ce que nous venons de dire est arrivé: les négocians de Seyde & d'Acre en ont été chassés, sans raison, par Dgezar Pacha; l'ambassadeur de France à Constantinople ne les a pas défendus comme il le devoit; il a mis une autre maison de commerce, protégée par lui, en possession de leurs affaires, de leurs établissemens, de leurs maisons; il a su, sans s'en plaindre, que le pavillon national avoit été abattu, traîné dans la boue, tandis que la Porte, en tout autre temps, l'eût purifié par le sang du pacha qui en auroit souf-
fert la profanation.

Les majeurs de Marseille & leurs régisseurs, dans les échelles de Syrie, ont inutilement réclamé justice depuis dix-huit mois. Il est temps qu'ils l'obtiennent enfin des représentans du peuple & du roi ; il est temps qu'ils soient honorablement rétablis dans leurs maisons à Seyde & à Acre, après l'expulsion du Visir inique, qui les a indignement vexés & bannis, après le rappel de l'ambassadeur, qui non seulement ne les a pas défendus, mais les a abandonnés, & a compromis la dignité du nom françois ; il est temps qu'ils obtiennent sur les biens de Dgezar Pacha, ou sur ceux de ses perfides conseillers, une indemnité des pertes immenses qu'ils ont souffertes : ou si des considérations, que, dans notre opinion, rien ne devrait faire prévaloir, décidoient la France à dévorer silencieusement l'outrage qui lui a été fait en Syrie, à fermer les yeux sur le renversement du pavillon qui portoit les couleurs de la France régénérée, alors les négocians, membres du corps social, & abandonnés par lui dans la réclamation de leurs droits vis-à-vis d'une puissance amie, sont autorisés, par toutes les lois, à exiger du gouvernement françois les dédommagemens qui leur sont dus ; & que faute de puissance ou de volonté, il ne fait pas acquitter par

l'état que les traités obligent de les payer.

Telles sont les vérités qui résulteront naturellement des faits que nous allons tracer , des principes que nous allons développer. Les faits seront établis sur des pièces authentiques ; les principes sur les lois éternelles de la justice , confirmés par des lois positives , & par l'exemple des décisions rendues en pareil cas par le gouvernement & par l'assemblée constituante.

F A I T S.

Parmi les despotes en sous-ordres auxquels la Porte Ottomane vend le droit d'opprimer une portion des peuples qu'elle tient asservis , Ahmet Dgezar , Pacha de Syrie , s'est constamment montré un des plus injustes & des plus cruels.

C'est un devoir sans doute pour les ambassadeurs de France à la Porte , & ses autres agens dans les lieux dépendans de l'empire Ottoman , de se ménager , pour l'intérêt de la nation qu'ils représentent , des relations avec ces petits *tyrans* , que le grand-seigneur fait dépositaires de son pouvoir , chacun dans le gouvernement où il les envoie. Il faut se conduire avec eux comme les anciens persans le faisoient avec le génie du mal ; ils l'invoquoient , lui of-

froient des dons & des sacrifices , non pour en obtenir du bien , qu'il n'étoit pas dans son essence de pouvoir opérer , mais pour se préserver des calamités qu'ils en redoutoient.

M. de Choiseul - Gouffier avoit suivi sans doute ces prudentes idées , & il avoit réussi à se concilier les bonnes grâces d'Ahmet Dgezar , en servant même ses intérêts près du Divan : du moins il est de notoriété publique , dans le Levant , que l'ambassadeur de France a aidé le pacha de Syrie à désarmer ou à rendre vaine la haine qu'il avoit inspirée à Mahmet El Gaze , capitain-pacha : que c'est sous pavillon françois , par l'entremise de M. Renaudot , consul à Acre , & à l'adresse de M. de Choiseul - Gouffier , qu'Ahmet - Dgezar fit passer , lors de la rupture entre la Russie & la Porte , les présens qu'il vouloit répandre dans le Divan , & les fonds qu'il devoit pour le *Miri* (1).

M. Choiseul - Gouffier dit lui-même , dans une lettre du 17 décembre 1790 , adressée à la chambre de commerce , qu'il a rendu des services à Dgezar Pacha.

Il sembloit , d'après cela , que les françois

(1) C'est le tribut payé par les Pachas au Grand-Seigneur sur les contributions qu'ils perçoivent eux-mêmes dans leurs Pachalis.

devoient se flatter d'une protection plus efficace de la part de l'ambassadeur & des consuls françois, & que leur influence officielle, jointe à leur influence personnelle, pourroient leur assurer la liberté du commerce, la sûreté de leurs personnes, la tranquillité de leurs établissemens, enfin l'exécution des capitulations.

Cependant les régisseurs des établissemens françois à Acre & à Seyde ont été bien loin de jouir de tous ces avantages.

L'avidé Pacha de Syrie, possesseur de presque toutes les plantations de coton, adjudicataire de toutes les douanes, se reproduisoit par-tout pour vexer les françois. Il étoit toujours *derrière* ceux avec qui les négocians avoient à traiter, tantôt pour hausser le prix des denrées, comme propriétaire, tantôt pour en défendre la vente aux françois, en qualité de gouverneur, tantôt pour méconnoître la validité des *Teskerets* de Chypre, ou autres échelles non soumises à sa puissance, afin de faire payer de nouveaux droits à ses douanes.

On ne parlera pas ici des vexations dont plus d'une fois les négocians françois ont été victimes : leurs plaintes étoient adressées directement à M. l'ambassadeur, & *nulle satisf-*

faction ne leur étoit accordée pour le passé ; nul changement ne s'opéroit dans le présent ; nul espoir n'étoit donné pour l'avenir. Ils souffroient en silence : car sous l'affreux despotisme du Pacha, la plainte eût été un crime , & l'auteur de leurs maux les auroit punis d'en avoir laissé échapper le sentiment.

Les propres officiers d'Ahmet Dgezar, trouvant sa tyrannie insupportable, ses concussions révoltantes, formerent, en 1789, une conjuration contre lui, & *Selim* en devint le chef : il prit le titre de Pacha. La Porte, suivant sa politique accoutumée, laissa Dgezar à ses propres ressources, & protégea, avoua, du moins secrètement, les efforts de *Selim*, dont elle désiroit le succès, pour être débarrassée d'un tyran qu'elle haït & qu'elle redoute. La fortune favorisa quelques momens les efforts de *Selim*, & Dgezar fut près de succomber.

Pendant que le premier s'étoit rendu maître dans Seyde, les françois eurent à faire à la douane un paiement de 1500 piastras, &, comme on le pense bien, le vainqueur s'en empara.

Les négocians ne pouvoient se refuser à payer le droit réclamé par le douanier, en vertu des capitulations. Etrangers à la lutte qui s'étoit établie entre les deux *Pachas* rivaux

& l'ennemi, acquitter leur dette étoit leur devoir, sans s'embarrasser de savoir au profit de qui tourneroient les fonds, parce que ce n'étoit pas à *tel ou tel individu* qu'ils payoient, mais au gouvernement qui leur donnoit, par l'entremise du douanier, officier public, une décharge légitime, qu'ils pouvoient faire valoir, quelque fut le parti triomphant.

Ce fut celui d'Ahmet Dgezar; il touchoit à sa perte, lorsqu'il eut le bonheur inespéré de vaincre ceux qu'il appeloit des rebelles, & il rétablit son affreux pouvoir en le cimentant du sang de tous ceux qui l'avoient combattu, & qu'il pouvoit craindre encore.

Les françois s'étoient interdit toute part dans les événemens politiques, excepté par des désirs. Pendant que la guerre avoit duré, ils avoient gardé la plus parfaite neutralité, & ils se crurent avec raison en droit d'imputer sur ce qu'ils devoient au gouvernement les 1500 piastras payées à la douane.

Nous avons rapporté ce fait parce qu'on a faussement & injustement prétendu que ces 1500 piastras avoient été prêtées par les françois à *Selim Pacha* pour l'aider à combattre Dgezar, & qu'il importe d'établir; ce qui est vrai & incontestable, c'est que les régisseurs de Syrie ne pouvoient pas, lorsqu'ils

devoient des droits à la douane, prétendre s'en affranchir, ou même en retarder le paiement, jusqu'au moment où le sort auroit décidé entre les deux concurrens. Ils ne pouvoient dire au douanier : « *Attendez que l'un ou l'autre adversaire ait été terrassé, & nous paierons au vainqueur* ». Le douanier leur eût répondu : « *Les débats, les divisions intérieures de l'état ne vous intéressent pas ; étrangers, admis par le gouvernement à commercer dans ces Echelles, à la charge de payer des droits, exécuter les capitulations & rester neutres, voilà quelles sont vos obligations & votre intérêt* ».

Il est donc certain d'un côté que les régisseurs d'Acre & de Seyde n'ont trempé en aucune manière dans la conjuration contre Dgezar Pacha ; de l'autre, qu'étrangers à ce qui s'est passé entre *Selim* & lui, ils ont dû payer à la douane, & faire valoir leurs reçus près du gouvernement, quelque fût celui qui par le sort de la guerre avoit profité du montant des droits, parce qu'il avoit été le plus fort un moment.

Il n'y avoit rien là qui pût faire croire même au tyran le plus soupçonneux que les françois eussent été ses ennemis, & c'est dans cette persuasion intime qu'ils insistèrent près de M.

Renaudot, consul, pour qu'il leur fût tenu compte des 1500 piaſtres.

Agir autrement eût été donner priſe ſur eux, & faire croire en eſſet à leur complicité avec Selim.

Le paiement des 1500 piaſtres avoit été public & notoire, & certes le Pacha ne pouvoit l'ignorer. Si les françois l'euffent diſſimulé, c'eſt alors que Dgezar, ayant à la main des preuves faciles à acquérir, puisſque l'acquittement avoit été légal & conſtaté dans les formes accoutumées, auroit dit aux françois : *Vous êtes des conſpirateurs qui avez fourni des ſubſides à mes ennemis.*

Ce raifonnement ſi ſimple n'auroit pas dû échapper à la ſagacité de M. l'ambaffadeur ; & ſ'il l'eût fait, il n'auroit pas, dans ſa dépêche, adreſſée le 17 décembre 1790 à la chambre du commerce de Marſeille, reproché aux régiſſeurs françois de n'avoir pas déguifé leur conduite, de n'avoir pas tu un paiement fait de bonne foi & d'après les traités. Il ſeroit rappelé que même avec les barbares & les deſpotes, la probité, la droiture ſont les caractères diſtinctifs des négocians françois, & qu'ils ont toujours gagné à les déployer, lorsqu'ils n'ont pas été abandonnés du gouver-

nement de leur pays , soit par trahison , soit par foiblesse ou par incurie.

Quoi qu'il en soit , les régisseurs de Syrie s'adressèrent à l'ambassadeur de France par plusieurs mémoires , pour obtenir , par la médiation & par l'intervention de la Porte , justice de plusieurs vexations qu'on leur avoit fait éprouver.

M. l'ambassadeur de France reconnut la justice des plaintes des françois , & s'adressa au Réis-Effendi pour les faire valoir. Si on en croit les dépêches de M. Choiseul-Gouffier , il trouva dans ce ministre les dispositions les plus favorables. Il offrit de laisser dicter par l'ambassadeur de France lui-même les firmans les plus énergiques contre Dgezar , & de les faire porter par un Capidgy-bachi , espece d'officier chargé ordinairement de ces missions dans les circonstances les plus importantes. Mais des observations du Réis-Effendi portèrent M. l'ambassadeur à préférer de faire adresser à Dgezar Pacha , par le Caïmacan , une lettre énergique , pour lui enjoindre de réparer les injustices dont les françois s'étoient plaints.

Cette mesure , foible & timide , devoit être & fut effectivement infructueuse ; Dgezar ,

sans égard pour la dépêche du Caïmacan , persévéra dans ses procédés , & appesantit sa verge sur les françois.

Un Capidgi-bachi avoit été envoyé par le gouvernement pour des affaires particulières d'administration ; le Réis-Effendi le chargea particulièrement , à l'insu de l'ambassadeur , de ramener , s'il lui étoit possible , le terrible Dgezar à des dispositions plus favorables aux françois. Mais on sent que cette nouvelle détermination mesquine , & plus pusillanime encore que la précédente , ne pouvoit qu'irriter le tyran , & non le faire changer de système. Elle produisit cet effet , & le Pacha parut plus que jamais intraitable , sans que nul prétexte de la part des régisseurs ait pu colorer ses injustices de l'apparence même d'un ressentiment motivé.

Les négocians françois de Syrie ignorent quels débats particuliers ont pu s'élever à cette époque entre M. Renaudot , consul à Acre , protégé ouvertement par M. l'ambassadeur , & Dgezar Pacha.

Ils savent seulement , par M. l'ambassadeur lui-même , qu'il écrivoit , à cette date à peu près , une lettre particulière à Dgezar Pacha , *pour le calmer & lui rappeler quelques services*

qu'il lui avoit rendus précédemment. Il ne leur a point envoyé copie de cette lettre ; & M. Renaudot , soit qu'il l'ait eue ou non , ne leur en a point fait connoître la teneur.

Sur ce point , on observe que par sa lettre à Dgezar , & par l'entremise de M. Renaudot , il est possible que M. de Choiseul - Gouffier assurât le Pacha , pour le rendre d'autant plus favorable aux françois , *pour le calmer* , comme il le dit lui-même , de ses bonnes dispositions , du soin qu'il avoit mis à empêcher l'expédition d'un firman , & l'envoi d'un Capidgi-bachi , que les plaintes des françois sembloient nécessiter. Il est probable encore , car ainsi nous sommes réduits à conjecturer que le Capidgi-bachi , ayant parlé , à cette époque , des réclamations des régisseurs , sans que M. Choiseul en fût prévenu , & conséquemment sans qu'il eût rien dit ou fait dire à Dgezar par M. Renaudot , le féroce Pacha ait regardé ce silence , & l'envoi du Capidgi bachi comme une sorte de trahison de M. l'ambassadeur & du consul , & ait voulu s'en venger sur ce dernier.

Quoi qu'il en soit , le 21 septembre dernier un écrivain du sérail est introduit chez M. Renaudot , consul , pour le prévenir que

le Pacha est résolu de le faire assassiner s'il ne sort au plutôt de son département.

Cet étrange avis ne parut pas suffisant à M. Renaudot pour le déterminer à quitter le poste où la confiance du gouvernement l'avoit appelé, il resta à Acre.

Le 5 octobre au matin un autre écrivain vint lui donner le même avis, & le soir il lui fut notifié un ordre précis de sortir du département soumis à Dgezar, dans les 24 heures.

Cette injustice affreuse, cette injure grave faite à la dignité du nom françois, ne pouvoit dans ce moment qu'être dévorée en silence, puisque nulle réclamation n'étoit possible.

M. Renaudot & sa sœur demeurante avec lui sortirent d'Acre le lendemain 6 octobre, de grand matin, à pied, n'emportant avec eux, fautes de moyens de transport, que les habits qui les couvroient. A quelque distance de la ville, ils monterent sur des bourriques, & se réfugièrent au couvent des religieux du Mont-Carmel, distant d'Acre de trois heures de chemin.

Le 7 ils se jetterent dans un bateau qui les conduisit à Jaffe.

On peut juger de l'effet que produisit sur les françois l'expulsion de l'homme à qui leur nation avoit donné un caractère public pour les protéger & les défendre. Ils savoient bien n'avoir nuls torts à se reprocher vis à vis du Pacha. Mais cependant ce premier coup d'éclat pouvoit être l'avant-coureur d'un autre orage prêt à éclater sur les françois. Incertains si l'expulsion de M. Renaudot venoit de quelques motifs qui lui fussent personnels, ou si elle étoit un moyen mis en usage pour persécuter & opprimer ensuite avec plus de facilité les négocians dépourvus de conseil & privés de leur premier défenseur, ils se bornèrent à gémir en silence, à attendre du temps & de leur patrie la vengeance de cet attentat, & résolurent de mettre la plus grande circonspection dans leur conduite.

Elle étoit d'autant plus nécessaire que dès le jour même du départ du consul, quelques circonstances particulières avoient paru annoncer le désir de faire naître quelques discussions, pour en prendre occasion de vexer les régisseurs françois.

C'est ainsi que le jour même du départ du consul le cadi vint notifier aux françois que le Pacha ne vouloit pas qu'on nourrit des
pourceaux

pourceaux dans la cour du Kam (1). On satisfit à l'instant à cette ridicule fantaisie, on expulsa ces animaux.

En même temps le Cadi demanda au nom du Pacha la cause du départ de M. Renaudot ; & joignant la fausseté à l'injure, il s'informa si c'étoit pour affaire, maladie, ou par mécontentement.

Ces questions étoient sans doute un piège pour engager un débat, & porter la nation Françoisse à s'épancher en plaintes contre le traitement fait au Consul. Elle évita l'embuche, & répondit seulement qu'elle ignoroit les motifs de M. Renaudot.

Peu après, le Cadi & ses satellites, le douanier & ses écrivains se présentèrent pour faire l'inventaire de la maison du Consul. Cette démarche, inouïe jusqu'alors, violatrice des traités, ne pouvoit tendre également qu'à animer le ressentiment des François, & les porter à le manifester, ou à s'opposer à l'exécution des

(1) Le Kam est une vaste enceinte isolée dans la ville, & autour de laquelle sont les établissemens françois. On peut le comparer aux enclos de S. Martin, de Saint-Jean-de-Latran, ou au marché d'Aguesseau à Paris.

ordres de Dgezar. Mais ils se continrent encore, se bornèrent à faire des observations mesurées sur les droits de la nation, à offrir de payer pour le Consul tout ce qu'il pouvoit devoir ; puis, cédant à la force, ils ouvrirent enfin la maison consulaire, sur la réitération des ordres absolus du Pacha.

Ce qui prouve qu'on ne vouloit que causer quelque différend, c'est qu'on ne fit point inventaire des meubles & effets du Consul. Le Cadi & ses assistans se bornèrent à prendre la note de quelques meubles, & du contenu de deux ou trois coffres, en présence de témoins françois ; puis ils se retirèrent, exigeant une attestation qu'ils n'avoient rien soustrait.

Cette opération fut terminée par une harangue du Cadi, dans laquelle il assura la nation François de la bienveillance du Pacha, lui dit que *Dgezar la chérissoit à l'égal de ses propres sujets ; qu'en conséquence les régisseurs françois pouvoient vaquer librement & sans crainte à leurs affaires, & compter sur la protection du gouvernement.*

Ces détails sont précieux à recueillir ; ils prouvent combien seroient faux & calomnieux tous les exposés, qui tendroient à faire croire

que les négocians françois ont provoqué les iniques traitemens qu'ils ont essuyé. Ils tendent à les mettre à l'abri du reproche d'avoir mérité leurs malheurs personnels , & de celui plus pénible encore pour des cœurs vraiment françois , d'avoir provoqué les injures multipliées dont la France a été l'objet.

On va voir quel fond on devoit faire sur les paroles données par le Cadi au nom de Dgezar. Un négociant, ayant un établissement à Seid, voulut faire venir d'Acre son livre de raison, pour mettre en ordre ses écritures, on en défendit l'embarquement.

En même instant, on s'opposoit, au nom du Pacha, à l'embarquement des effets de M. Renaudot pour Jasse ; puis, modifiant son premier ordre, Dgezar consentit à l'expédition, mais à condition que le Consul françois lui enverroit, 1°. une déclaration portant qu'il s'étoit éloigné de son plein gré librement, un récépissé de ses meubles & effets, même avant de les avoir reçus.

La sagesse, la modération avec laquelle les françois négocierent, firent rougir le Pacha de son injustice, ou l'alarmerent sur ses suites ; il leva les oppositions, & les effets furent portés à bord. Telle est la position des négo-

cians , sous la tyrannie de Dgezar , qu'il faut traiter pour se soustraire à une vexation , & employer en douceur & en moyens conciliateurs tous les efforts d'une ame qui , révoltée justement de l'oppression , voudroit se livrer à toute son énergie pour la repousser.

La nation Françoisé fut assez tranquille depuis l'époque de l'expédition faite au Consul , jusqu'au 17 octobre. Ce jour-là , le même écrivain du Serrail , qui avoit signifié au Consul , de la part du Pacha , l'injonction de sortir de son département , vint notifier à *la nation Françoisé d'Acre l'ordre de sortir des échelles d'Acre & Seid.*

Pour sentir toute l'atrocité d'une pareille vexation , il faut savoir quelle est la position des François dans les échelles de Syrie.

Ils n'y sont point comme de simples *forains* , n'ayant que des relations passageres , ne faisant que des marchés ou des échanges , consommés à l'instant même , & qui ne laissent après eux ni traces , ni discussions à régler , ni comptabilité.

Ils y ont des établissemens de temps immémorial , des maisons en propriété ; ils vendent & achètent à crédit ; ils font des avances à ceux qui leur livrent des matieres premieres ,

ou des denrées ; ils en font aux ouvriers qui les mettent en œuvre : de sorte que toujours les *majeurs* de Syrie sont à découvert de sommes considérables qui leur sont dues sur le pays , & dont les régisseurs seuls peuvent procurer la rentrée , à l'aide des *Censaux* (courtiers) qu'ils emploient ; ces *Censaux* sont presque toujours des naturels du pays , mais sont incapables de rien faire pour ceux auxquels ils sont attachés , lorsqu'ils sont absens , sans moyens de les faire agir , & de les surveiller.

Un coup-d'œil suffit aux François pour envisager tout le malheur de la position à laquelle on les réduisoit. Mais dans l'impuissance de résister au despote qui les opprimoit , ils se bornerent à demander un délai suffisant pour que les François pussent régler leurs affaires sur le pays.

L'écrivain du Serrail porta cette demande au Pacha , qui , insultant par une dérision odieuse aux malheureux qu'il faisoit , répondit qu'il *accorderoit trois jours aux négocians pour mettre ordre à leurs affaires , et leur permettoit de laisser après eux quelques commis pour leur expédier , dans l'espace de huit jours , leurs marchandises , livres , meubles , &c. , aux échelles qu'ils auroient pris pour asyle.*

Cependant il étoit impossible de quitter Acre aussi rapidement, puisqu'il falloit des bâtimens pour transporter les meubles, les marchandises & les hommes, & qu'on ne pouvoit en freter aucun à cette époque. Un seul petit bâtiment françois, commandé par le capitaine Guirard de Saint-Tropez, étoit dans le port ; mais déjà chargé de pèlerins & de ballots, il ne pouvoit que conduire des négocians à Jasse, mais non leur servir au transport de leurs propriétés.

Diverses scènes particulieres ajoutoient encore à l'atrocité de la conduite de Dgezar.

Il forçoit la nation à reconnoître qu'elle n'avoit rien à demander ni à exiger de la douane, quoiqu'elle fût débitrice des François.

Il réclamoit un paiement de mille piastras, pour fausses évaluations de marchandises prétendues faites depuis trois ans.

Il vouloit faire payer dix-neuf cens piastras pour des huiles achetées, mais acquittées par MM. Mazoilier, &c., quoiqu'on en eût prouvé le paiement.

Il exigeoit que la nation consentît la saisie de ces mêmes huiles.

Il prétendoit qu'on lui représentât un Bou-

yourdi qui le constitue débiteur de 6506 piaf-
tres, pour l'anéantir.

Il contraignoit à remettre les clefs des mai-
sons appartenantes aux François en toute pro-
priété.

Il s'emparoit des romaines qui étoient à
eux, parce qu'en les expulsant, il avoit en-
core besoin de cet instrument, le seul avec
lequel on puisse peser les marchandises dans
les échelles.

Il n'épargnoit pas non plus les violences en-
vers les individus.

Un négociant attendoit à Acre son frere,
étranger à l'échelle, & qui venoit le visiter,
il ne veut pas le laisser entrer dans la ville,
d'après les dispositions malveillantes du Pacha.
Il sort à cheval pour aller au-devant de lui,
& le faire rétrograder. Un Janissaire l'escortoit.
A peine arrivé à Sour (1), six Délis, envoyés
par Dgezar, s'emparent du Janissaire, qui,
dit-on, a été pendu, pour avoir escorté un
François.

Un autre négociant, craignant des obsta-
cles pour la sortie d'Acre, vouloit partir seul

(1) Petite ville de Syrie, bâtie sur les débris de
l'ancienne Tyr.

& à pied : on l'arrête à la porte de la ville ; vainement il dit qu'il va à la promenade ; le despote ne le veut pas , & il est forcé de rentrer.

Ainsi , tandis que , d'un côté , on ordonnoit aux François de s'éloigner , de l'autre , on enchaînoit leurs pas , pour avoir le temps de les accabler par des vexations ; & Dgezar prétendoit motiver sa conduite , en disant , pour dernière résolution , qu'il ne vouloit pas que les François sortissent sans avoir tout ôté de leurs maisons.

Onze chefs d'établissement étoient donc à la merci du tyran avec toute leur suite ; chacun d'eux auroit eu besoin d'un bâtiment à lui seul pour tout transporter , & il n'y en avoit pas un seul de France. On prit le parti de fréter , à grands frais , tous les bâtimens du pays qui se présenterent ; on les chargea à la hâte , & avec le désordre que traînent après eux la précipitation & la crainte ; enfin , le 26 octobre , la nation Françoisise d'Acre se trouva prête à partir , & quitta l'échelle.

Il étoit impossible que cette commotion , & les maux qui en étoient inséparables , ne devinssent pas communs aux négocians de Seid , & qu'ils ne fussent pas associés aux malheurs de leurs compatriotes.

En effet, la constitution des *échelles* permet aux négocians de Syrie d'avoir indistinctement des établissemens à Seid ou à Acre, & même dans les deux *échelles* à la fois. Par une suite de cette liberté, quatre négocians de Seid résidoient à Acre, & deux négocians d'Acre étoient établis à Seid. Tous avoient leurs commis, les représentant dans l'échelle où ils ne résidoient pas.

Les quatre premiers se trouvoient compris dans le premier ordre d'expulsion, & les deux derniers furent également obligés de partir, d'après l'injonction portée dans le *Bouyourdi**, dont nous allons parler dans un moment, en rendant compte de ce qui se passa à Seid.

A peine les régisseurs d'Acre eurent-ils reçu l'ordre de s'éloigner, qu'ils expédièrent un courrier à ceux de Seid, pour les en instruire. Il arriva le 19 octobre.

On débarquoit à ce moment des marchandises venues de Marseille par le brigantin *Le nouvel Auguste*, capitaine Pierre Eyffren.

Une portion de ces marchandises étoit destinée pour Tripoli, l'autre pour Seid même, & la troisième pour Acre. Cette dernière partie

* Dépêche du Pacha.

se mettoit dans des bateaux , pour être rendue à sa destination. La nouvelle de l'expulsion fit tout suspendre , le débarquement fut arrêté , le bâtiment retenu ; & les négocians de Seid , voyant bien qu'ils ne pouvoient qu'être associés au sort de leurs compatriotes , se décidèrent à partir avec eux.

Ils prévinrent le Mutsellem qu'ils alloient remettre à bord du *Nouvel Auguste* toutes leurs marchandises , & s'éloigner avec les mêmes bâtimens.

Cet officier , étonné d'un événement , sur lequel il n'avoit reçu aucun ordre , pria les François de suspendre l'effet de leur résolution , & expédia au Pacha un tartare , pour prendre des instructions qui dirigeassent sa conduite.

Le douanier fit partir en même temps un courrier , pour savoir comment il devoit se conduire pour les marchandises déjà mises à terre par les François , & lors de l'embarquement qu'ils vouloient faire de celles qui étoient dans leurs magasins.

Le préposé de la douane reçut le premier la réponse du Pacha. Elle lui disoit de laisser partir les François , de percevoir les droits sur les marchandises débarquées , en leur déli-

vrant des *teskerets*, & de permettre la libre disposition de celles mises sur des bateaux.

D'après cette autorisation, dont le Mutsellem voulut pourtant suspendre momentanément l'effet, mais à laquelle il céda bientôt, les marchandises nouvellement arrivées, & les autres effets des François furent mis à bord du brigantin du capitaine Eyffren, & de plusieurs autres bâtimens ou bateaux, qui furent cherement nolisés.

Les naturels du pays voyoient avec désespoir s'éloigner la nation Française. Toujours paisible & bienfaisante, elle s'étoit fait aimer par sa douceur, & par les services qu'elle avoit rendus. Six mille fileuses, & un nombre proportionné d'ouvriers, vivoient du travail que les négocians leur procuroient, & la misère la plus profonde devoit être pour eux la suite nécessaire de l'éloignement des François. Aussi, le Mutsellem, dans un discours qu'il adressa au *Drogman* rendit-il hautement témoignage à la conduite des régisseurs, manifesta les plus vifs regrets & l'espoir que cet acte de la tyrannie de Dgezar seroit le dernier, & provoqueroit la punition de tous les autres.

Mais à quoi pouvoit servir l'impuissante bienveillance d'un peuple misérable, opprimé

lui-même par le despote ? se plaindre en secret , & trembler devant l'oppresséur : voilà son sort.

Le 25 octobre l'embarquement étoit achevé , les négocians alloient partir , lorsque le tartare envoyé à Dgezar revint avec un *Bouyourdi* nouveau.

Le Pacha y déclaroit ; « N'avoir aucune-
» ment à se plaindre des François établis à
» Seid ; qu'ils pouvoient y rester tranquilles ,
» vendre , acheter , vaquer à leurs affaires ,
» &c ; mais quand aux François d'Acre , il
» avoit eu des motifs pour les chasser ; &
» que s'il s'en trouvoit à Seid , on eût à
» les faire partir incessamment ».

Il s'en trouvoit en effet quatre , comme nous l'avons dit , & deux autres négocians de Seid résidoient à Acre , ce qui faisoit qu'en exécutant les ordres du Pacha , il ne seroit plus resté que quatre établissemens.

Mais les régisseurs qui les administroient , ne pouvoient user de la permission que leur donnoit Dgezar , sans paroître approuver l'horrible traitement fait à leurs compatriotes , & sur-tout sans compromettre la considération , la dignité du nom François. Il parut à tous ceux qui le portoient , bien plus digne d'eux

& de leur patrie, de s'éloigner tous *ensemble* pour rentrer *ensemble* également, après avoir obtenu par l'entremise du gouvernement une réparation éclatante, proportionnée à l'injure & aux pertes, & la punition du tyran qui les avoit opprimés.

D'après cette résolution juste & généreuse, les François de Seid, le Vice-Consul & sous-*Drogman*, partirent les 25 & 26 octobre, les uns sur les bâtimens nolisés, les autres par terre, le même jour que les régisseurs d'Acre s'éloignoient de cette échelle, & se réunirent à Tripoli de Syrie, ou se rendirent à Jasse.

Ils étoient en tout trente-six François, sans y comprendre les femmes des négocians; un agent résident à Sour, les Barathaires, les enfans, les domestiques, & enfin quelques familles vivant des bienfaits de la nation, connues pour lui être attachées, & que la haine du Pacha auroit poursuivi & ruiné par des *avanies*.

Nous avons été forcés d'entrer dans quelques détails sur les motifs qui ont décidé la sortie des François de Seid, malgré les promesses contenues dans le *Bouyourdi*, adressé par Dgezar au *Mutsellem*, afin de répondre à l'avance à ceux qui prétendroient qu'ils pou-

voient rester dans cette échelle , & nous sommes convaincus que le récit simple & vrai des circonstances suffit pour prouver que l'honneur françois, l'intérêt bien entendu du commerce en général, enfin l'intérêt même des individus existans dans les échelles d'Acre & Seid, ne leur permettoient pas de séparer leur sort, & de rester en partie sous la verge du tyran, pendant que l'autre auroit subi l'exil auquel il l'avoit condamné.

Il est aisé de se faire une idée de la perte immense qu'a occasionnée aux François le déplacement de leurs fortunes & de leurs personnes, les frais de transport qu'ils ont payés, enfin le préjudice qui résulte pour eux de l'abandon absolu de leurs affaires, & de la cessation de leurs recouvremens, dans un pays où, comme nous l'avons dit, ils vendent presque toutes leurs marchandises à un terme plus ou moins long, & ils font aux fermiers de Dgezar cultivateurs, & aux ouvriers, des avances continuelles & considérables.

Des effets d'une valeur importante sont demeurés sur les échelles, parce que dans l'impossibilité de tout transporter, il a fallu choisir & prendre les plus précieux.

Les *Censaux* ne peuvent exiger les rem-

boursement des sommes dues aux François, parce que de fortes *avanies* les puniroient des démarches qu'ils tenteroient pour les faire rentrer.

Tel est pour les *majeurs* de Syrie le résultat désolant de l'injuste expulsion que Dgezar a osé prononcer contre eux.

Les négocians François, arrivés à Tripoli, se hâtèrent de faire parvenir leurs réclamations à M. l'Ambassadeur de France à Constantinople; & en cas qu'il fût absent, ils joignirent une dépêche aux Députés de la nation Françoisise dans cette ville. Ces pieces portées par un *Olak*, expédié exprès, & datée du 13 décembre 1790, contenoient le détail que nous venons de présenter, la demande d'une réparation prompte, de dédommagemens proportionnés, & sur-tout la punition des deux freres *Sacrouch*, agens du Pacha, de *Ma-hamet-Chab*, chef des marchands, du *Cadi* d'Acre, & du juif *Chamüel*, tous instrumens ou provocateurs des iniquités de Dgezar.

De leur côté, les négocians retirés à Jasse, où M. Renaudot, Consul d'Acre, avoit lui-même cherché un asile, se réunirent chez lui le 28 octobre, & lui firent un exposé précis de la conduite de Dgezar, dont le Consul

dressa procès-verbal. Ils concluoient , comme leurs compagnons d'infortune , à la punition de Dgezar & de ses conseils, & à des dédommagemens.

Les réfugiés de Jasse firent ensuite passer copie du procès-verbal à leurs compatriotes retirés à Tripoli, qui l'adresserent, comme ils avoient fait leur propre mémoire, aux Députés de la nation Françoisse à Constantinople, avec une lettre d'adhésion, en date du 9 octobre 1790.

Les Députés de la nation Françoisse à Constantinople & l'Ambassadeur reçurent en même temps les dépêches des négocians de Syrie.

M. de Choiseul - Gouffier leur répondit le 29 décembre. Il paroît, par sa lettre, avoir senti vivement l'affront fait au nom François, & le malheur de ceux qui en avoient été l'objet direct. Il annonce que l'importance de l'affaire, la nécessité de la suivre a été *le motif de la continuation de son séjour à Constantinople*, dont un congé lui permettoit de s'éloigner. « Il dit avoir remis à la Porte un mémoire très-détaillé, qui a été pris dans la » plus haute considération, & mis directement » sous les yeux de sa Hauteffe, qui la fait com- » muniquer au *Check-islam*, pour avoir sa décision

» cision : forme qui ne s'emploie que
 » pour les affaires de la plus haute impor-
 » tance ». Enfin, il finit par dire, « qu'il
 » suivra avec la plus grande activité une affaire
 » qui intéresse aussi essentiellement la considé-
 » ration nationale, & qu'il la regardera comme
 » l'objet le plus important dont il puisse être
 » chargé ».

On voit que, dans le premier moment, M. l'Ambassadeur s'empressa de convenir de l'importance de l'affaire, & de la nécessité de la suivre avec autant de célérité que de chaleur & d'énergie.

Il en avoit écrit, dans les mêmes termes, dès le 17 décembre, à la Chambre du commerce de Marseille, en lui promettant tous ses soins & tout son zèle pour obtenir aux François de Syrie l'éclatante réparation qui leur étoit due.

Dans le premier moment, & avant la décision de la Porte, dont nous parlerons tout à l'heure, il se borna à envoyer aux négocians réfugiés à Tripoli & à Jassé des recommandations du *Grand-Seigneur*, du *Grand-Muphti* & du *Caïmacan* pour le *Mella* de Jérusalem & le *Muphti* de Jassé, afin qu'ils protégeassent efficacement la personne & le com-

merce des victimes de l'injustice de Dgezar, Pacha.

Nous allons voir actuellement à quoi ont abouti les démarches effectives de l'ambassadeur, & si l'honneur françois, indignement outragé, a obtenu la réparation que jamais, dans des circonstances moins graves, la Porte n'a refusé au gouvernement, ou à ses agens.

Le Ministère de France sentit combien il devoit mettre de vigueur dans ses démarches; car dès qu'il fut instruit de l'événement, M. Fleurieu, lors Ministre de la Marine, reçut ordre du Roi d'enjoindre à l'Ambassadeur de France *de demander la destitution de Dgezar, & des indemnités proportionnées aux pertes de la nation.* Le Ministre doutoit si peu que sa réclamation fût accueillie par la Porte, qu'il écrivoit, dans le même temps (le 22 janvier 1791), à M. Beauffier, vice-Consul à Seid, d'inviter les négocians à faire à l'avance l'état de leurs pertes, *pour qu'on connût la mesure à donner à l'indemnité.*

Ainsi, outre le sentiment de justice qui devoit porter M. de Choiseul-Gouffier à agir efficacement près de la Porte, il avoit en outre des ordres précis de sa cour, qui lui traçoient

sa marche , & fixoient la nature & l'étendue des demandes qu'il devoit présenter au Grand-Seigneur.

Il y a plus ; de nouveaux motifs devoient encore échauffer le zele de M. l'Ambassadeur.

Dgezar , ayant expulsé de son gouvernement tous les négocians françois , auroit dû , ce semble , être satisfait , & ne pas étendre plus loin sa vengeance. Cependant il les poursuivit secretement jusqu'à Tripoli & à Jasse ; il chercha à leur créer des ennemis dans la premiere de ces échelles. Il souleva la question de savoir si on avoit pu y recevoir les François sans une expresse permission du Grand Seigneur ; & peu s'en fallut qu'ils ne fussent obligés de s'éloigner de ce refuge.

Irrité de ce qu'à Jasse les religieux avoient recueilli les François exilés & sans asile , il vouloit *avaniser* les religieux de Jérusalem , pour se venger de l'humanité de leurs confreres ; & les Négocians retirés à Jasse auroient été obligés de passer dans une autre échelle , si le Firman , adressé au Muphti , ne fût venu heureusement leur éviter la honte & les pertes d'un déplacement nouveau.

Nous rapporterons à leur date d'autres faits que M. Choiseul - Gouffier ne pouvoit con-

notre lors de l'obtention du Firman dont nous allons parler. Mais, comme on le voit, il en favoit assez pour faire des demandes énergiques, & les soutenir avec vigueur.

Les Négocians de Syrie devoient donc compter qu'une mesure imposante, & vraiment satisfaisante, seroit prise par la Porte, & qu'ils rentreroient bientôt honorablement dans le gouvernement de Dgezar, après avoir obtenu, ou avec la certitude d'obtenir la réparation de leurs injures, & le dédommagement de leurs pertes.

Enfin, au mois de février, à ce qu'il paroît, M. l'Ambassadeur, chargé par sa cour d'obtenir la destitution de Dgezar, informé par les Négocians que cette mesure seule pouvoit assurer leur retour dans les Echelles de Seid & d'Acre, sans compromettre leurs fortunes & leurs vies, se contenta d'un *Firman* que la Porte lui accorda.

Les dispositions de ce Firman sont remarquables, & il importe de les analyser.

Le préambule justifie entièrement les Négocians françois, puisque, rapportant les sujets de plaintes portées contre eux par Dgezar dans un mémoire adressé par lui à la Porte, pour faire l'apologie de son odieuse conduite,

le Firman ne parle que d'inculpations vagues ; n'articule que de prétendus mauvais procédés vis-à-vis des Cultivateurs , des tentatives pour les porter à embrasser le catholicisme , & autres reproches aussi misérables dans leur valeur , fussent-ils réels , que dépourvus de fondement.

Mais ce qu'il est particulièrement essentiel de faire observer , c'est que les griefs articulés par *Dgezar datent de plusieurs années avant la guerre* ; ce qui contrarie formellement l'opinion manifestée par M. l'Ambassadeur , que les intelligences des régisseurs avec le rebelle *Sélim* avoient aigri & irrité *Dgezar*.

Dans l'exposé des faits , le Firman dissimule une partie de la vérité. Il ne dit pas que les François ont été obligés de quitter Acre , en vertu d'un ordre exprès du Pacha. Il annonce seulement qu'ils ont été *vexés & molestés au point de les obliger d'abandonner les terres du Gouvernement de Syrie*. Ce tort seroit encore très-grave ; mais il l'est moins cependant que celui de l'expulsion formelle prononcée impérieusement par le Pacha. Est - ce M. l'Ambassadeur qui n'a pas dit assez clairement toute la vérité ? Est-ce la Porte qui en a caché une

partie? C'est ce que nous ignorons. Mais le Représentant de la Nation près du Grand-Seigneur n'auroit pas dû permettre, sans réclamation, que la négociation réparatrice s'établît sur d'autres bases que les faits réels & constatés. Ce ne sera pas le dernier reproche qu'on aura à lui faire. Pour suivons.

Dans ce que nous pouvons appeler le *dispositif du Firman*, le Grand-Seigneur déclare au Pacha qu'il regarde le nommé Mehmed-Chab & les deux freres Sacrouch comme les instigateurs des injures faites aux François. Il ajoute : « Vous ferez effuyer à ces trois misérables le châtimement public qu'ils ont mérité. Vous aurez soin de leur faire payer tous les dommages occasionnés aux François par leur déplacement ; & je vous ordonne expressément . . . que vous donniez toute satisfaction au Consul & aux Négocians François ; que vous fassiez tous vos efforts pour les ramener , pour les persuader qu'ils jouiront désormais de toute sûreté & tranquillité , pour leur inspirer de la confiance , & dissiper leurs craintes... Vous employerez tous les moyens possibles pour les faire retourner chacun dans leur établissement, & leur ferez ressentir les effets de la protec-

» tion la plus active . . . Vous vous confor-
 » merez au contenu de la lettre qui vous a été
 » écrite par le *Caïmacan* . . . Vous ne négli-
 » gerez ni peine ni soins pour terminer cette
 » affaire . . . Vous vous appellerez bien que
 » si vous ne donnez pas toute satisfaction aux
 » François , vous encourrez ma disgrâce. Vous
 » devez, de quelque maniere que ce soit ,
 » dissiper les craintes du Consul & des Né-
 » gocians François; les engager à revenir des
 » endroits où ils sont dispersés , & les con-
 » tenter par vos prévenances . . . Vous vous
 » donnerez bien de garde de vous rendre dé-
 » formais coupable envers les François de
 » procédés si contraires aux capitulations im-
 » périales . . . Vous serez sur vos gardes de
 » ne pas encourir mon indignation , en osant
 » vous permettre le moindre manquement ou
 » la moindre apparence de négligence dans
 » l'exécution de mes ordres ».

Après avoir parcouru le Firman que nous
 venons d'extraire, la pensée se reporte rapi-
 dement aux ordres donnés à l'Ambassadeur
 par la Cour de France , pour comparer ce
 qu'il a obtenu avec ce qu'on lui avoit ordonné
 de demander.

L'ordre du Ministre lui enjoignoit de solli-

citer la destitution de Dgezar, la réparation des pertes essuyées par les François, & leur réintégration dans leur établissement.

Sur le premier point, M. de Choiseul-Gouffier a présenté trois obstacles qui s'opposoient à ce qu'on expulsât Dgezar de son Gouvernement.

1°. Un motif de Religion, parce que Dgezar étoit en ce moment chargé par la Porte de conduire la Caravane de la Mecque; & en effet, les Musulmans ont un religieux respect pour tout ce qui tient à l'accomplissement de cet acte de dévotion, commandé par leur loi. Mais jamais ce sentiment n'a arrêté l'effet de leurs mesures politiques, ni sauvé des coupables du châtement qu'ils méritoient.

2°. La guerre de la Porte avec la Russie ne laissoit pas à cette première puissance les moyens de réduire à la soumission le féroce Dgezar, qui n'auroit pas cédé sans résistance son emploi & ses trésors, & qui auroit mieux aimé exposer sa tête par une rébellion ouverte.

Mais si la Porte n'avoit pas de moyens personnels, la France pouvoit l'aider de ses forces maritimes, & en imposer au Pacha assez pour le déterminer à l'obéissance.

3°. M. de Choiseul a pensé qu'il valoit

mieux se borner à intimider Dgezar, en lui offrant cependant le moyen de réparer ses torts, que de l'aigrir par des rigueurs impuissantes, & amener de nouveaux malheurs pour notre commerce.

Ce dernier point n'étoit pas à craindre ; car le mal étoit au comble, & le commerce de Syrie anéanti : & c'étoit redouter la douleur pour un corps mort & insensible.

Quant à l'utilité des ménagemens, on va juger par l'événement de la justesse des vues de M. de Choiseul.

Mais, de ce moment, il demeure prouvé contre lui qu'il n'a pas exigé ce que sa Cour lui avoit ordonné, & ce dont les dépêches réitérées & pressantes des Négocians exilés lui avoient démontré la nécessité.

M. de Choiseul assure que des lettres secrètes ont été écrites au Pacha Dgezar, à l'appui du Firman; que des mesures particulières ont été prises par les Capi-Caïaya ; mais que la Porte n'a pas cru de sa dignité de lui en donner communication. Enfin, il pense qu'il a placé Dgezar entre la nécessité de se déclarer ouvertement rebelle, & l'obligation de réparer ses torts envers la France. Il n'a fait cependant ni l'un ni l'autre.

Le Firman obtenu, M. l'Ambassadeur écrivit à M. Deligondès, commandant les forces maritimes de France dans le Levant, pour lui donner l'ordre de rallier ses bâtimens, & d'aller prendre à leur bord les Négocians François réfugiés à Jaffe & à Tripoli, pour les conduire à Acre & à Seid.

Il lui envoya copie du Firman que nous avons analysé, en le laissant *juger des points qu'il doit exiger rigoureusement, & de ceux sur lesquels, pour le propre intérêt du commerce, il pourra montrer plus de facilité.*

Il lui annonce, « que les *Cadis & Mutsel-*
» *lems* d'Acre & Seid auront reçu du Pacha
» les ordres nécessaires pour faire exécuter
» ceux de la Porte : & il l'autorise, si Dgezar
» est parti pour Damas, à s'y rendre, pour
» traiter directement avec lui, si cela est nécessaire
» faire ».

Telles sont les mesures prises, les ordres donnés par M. de Choiseul-Gouffier : & c'est en conséquence que M. Deligondès se rendit à Tripoli de Syrie, où il arriva vers le milieu du moi de mai 1791.

Il communiqua aux Négocians, avec la copie du Firman, les ordres de l'Ambassadeur ; & en conséquence il leur proposa de

les embarquer sur ses vaisseaux , pour les conduire à Caïffe , & y attendre la suite des négociations relatives à leur rentrée dans le Gouvernement de Dgezar.

Pour bien juger quelle sensation dut produire sur les Négocians François la proposition de M. Deligondès, il faut d'abord se rappeler quel indigne traitement ils avoient reçu , & combien l'honneur national leur prescrivoit impérieusement de s'en ressentir profondément.

Il faut ensuite comparer le résultat que sembloit annoncer le *Firman* , quelque insuffisans qu'il fût avec celui auquel on vouloit les amener. Au lieu des démarches prévenantes du Pacha , on vouloit les conduire au-devant de lui ; au lieu de leur offrir pour garant de leur tranquillité la punition de leurs ennemis , aux termes du *Firman* , on vouloit les replacer au milieu d'eux. Au lieu de leur assurer des dédommagemens pour le passé , on vouloit les exposer à des déplacements nouveaux , aussi pénibles pour les personnes , que préjudiciables aux fortunes , & sans aucune probabilité du succès des événemens ultérieurs.

Il faut enfin savoir ce qui s'étoit passé , & comment Dgezar s'étoit conduit depuis l'ex-

pulsion des François de son Gouvernement.

Il avoit voulu faire croire au *Muphti* de Jasse que les François étoient ennemis de la Turquie, & vouloient s'unir aux Russes pour entreprendre sur la côte de Syrie. Il avoit offert des forces au *Muphti*, afin que la présence de ses agens à Jasse lui donnât le moyen de persécuter & peut-être de faire assassiner les François.

Il avoit *avanisé* de 12 à 15 cents bourses les Marchands chrétiens de *Baruth* (1), sous prétexte qu'ils appelloient les Corsaires Russes.

Il avoit enjoint au sieur Beraud, Médecin françois, exerçant en paix son art depuis longtemps, de sortir de *Baruth*, ou de payer quinze bourses, ou de se mettre sous une protection étrangère.

Enfin, quoique, depuis la fin d'octobre, il n'y eût plus à Acre un seul François, le besoin de satisfaire son ressentiment avoit porté l'implacable Dgezar à exercer sa fureur jusques sur des objets insensibles. Il avoit fait abattre la coupole de l'Eglise des Religieux de Terre-Sainte.

Il étoit allé plus loin encore; le mâit du pavillon national que la France a le droit d'arborer

(1) Petite ville de la Syrie.

dans tous les Etats du Grand-Seigneur, ce signe apparent de la dignité nationale, ce gage de la protection qu'elle assure aux François en Turquie, a été abattu par ses ordres, couvert d'insultes, & le mât qui le portoit brisé, & livré à la populace d'Acre.

Ainsi, au souvenir pénible du passé se mêloit le sentiment des injures présentes; car une partie de ces faits étoit récente; il y en avoit même de postérieurs à l'arrivée de M. Deligondès.

Qu'on apprécie, d'après cela, quel accueil dut recevoir des François, plus douloureusement affectés de l'injure nationale que des leurs propres, la proposition d'aller au devant du tyran qui les avoit proscrits; de s'humilier devant celui dont l'insolence avoit profané le pavillon national; de retourner, en supplians, près de celui qui, les ayant chassés comme coupables, s'armeroit ensuite de cette honteuse démarche, pour faire croire qu'ils l'étoient en effet.

Les Régisseurs de Syrie s'honorent du mouvement d'indignation qui les saisit à la proposition de M. Deligondès: & la raison, la réflexion ne pouvoient que confirmer le refus qu'ils firent d'abord de le suivre à Caïffe.

Ils établirent leurs motifs dans une délibé-

ration prise sous les yeux de M. Deligondès. Ils portent, 1°. sur la disproportion de la réparation ordonnée par le *Firman* avec l'injure faite aux François. 2°. Sur ce que l'insulte faite au pavillon national à Acre aggravoit encore les premiers torts de Dgezar. 3°. Sur l'imprudence qu'il y auroit de la part des Négocians de se mettre à la merci d'un ennemi dont ils avoient inutilement tenté de détruire la puissance. 4°. Sur ce que Dgezar étoit parti pour Damas, & devoit aller de là conduire la Caravane de la Mecque ; ce qui laissoit les François à la merci des freres Sacrouch, leurs plus implacables ennemis. 5°. Enfin sur ce que le Ministre de France avoit ordre de demander la destitution de Dgezar, & qu'il devoit tenir bien plus fortement à ce système depuis l'injure faite à la France elle-même, dont on avoit outragé le pavillon.

Cette délibération venoit d'être prise & arrêtée à Tripoli, quand M. Deligondès fit paroître, pour la première fois, un ordre qu'il remit à M. Beaussier, Vice-Consul de Seid, portant, pour lui & pour le Consul d'Acre, l'injonction expresse de suivre le Commandant des vaisseaux du Roi, & de rentrer avec lui dans leurs Consulats respectifs.

Etonnés également de l'ordre de l'Ambas-

sadeur, de la maniere & de l'instant qu'on choissoit pour le communiquer, les Négocians recueillirent tout leur courage, en voyant qu'ils étoient abandonnés, si les Chefs de la Nation retournoient dans le Gouvernement de Dgezar.

En effet, il étoit facile de reconnoître qu'on avoit voulu, en les engageant à rentrer sans que le Pacha eût rien fait pour réparer les outrages qu'il avoit fait essuyer aux François, leur faire supporter tout le blâme de la démarche, & les mettre dans le cas de n'avoir plus à se plaindre ni du défaut de réparations, de dédommagemens, ni des nouvelles insultes, des nouveaux malheurs mêmes qu'ils auroient essuyé bientôt, & les auroient forcés de s'éloigner, pour faire place à des successeurs sans doute favorisés, & peut-être désignés d'avance.

Si au contraire ils refusoient, alors les Consuls, en rentrant sans eux, pouvoient donner le moyen à de nouveaux Négocians de venir prendre, avec les établissemens des proscrits, tous les avantages de leur commerce : les deux modes conduisoient au même but.

Mais l'inaltérable courage & la sagesse des Régisseurs ont trompé les calculs qu'on avoit

faits. Ils ont refusé de partir , malgré cette nouvelle circonstance. Ceux de Jasse n'ont pas hésité à penser comme eux ; ils ont , après quelques discussions , laissé à M. Renaudot la liberté de suivre ou non les ordres de l'Ambassadeur : & soit crainte du danger , soit une sorte de pudeur d'abandonner des hommes que sa mission étoit de protéger , il n'est pas parti de Jasse.

Cependant M. Deligondès , forcé par le vent du sud de quitter la rade de Jasse , alla mouiller à Caïsse , emmenant avec lui M. Simian , Drogman du Consul de Tripoli , destiné à être employé aux négociations , s'il s'en ouvroit.

Alors Dgezar n'étoit plus à Acre ; alors nulle nouvelle n'avoit pu lui parvenir que de Constantinople.

Cependant le Drogman , qui étoit venu avec M. Deligondès , ayant débarqué à Caïsse , y prit connoissance d'un *Bouyourdi* , adressé au *Mutsellem* , qui y réside.

Par cette dépêche , le Pacha annonce « qu'il » se rendra à Caïsse deux batimens du roi de » France , ayant à bord un *Capidgi-Bachi* , un » Consul , une Nation françoise. Il demande » qu'on lui envoie sur le champ le *Capidgi-Bachi* , & le Drogman du Consul. Il ordonne » donne

» donne qu'on rende tous les honneurs au Capidgi Bachi ».

On se demande, après avoir lu, quel moyen avoit eu Dgezar pour s'instruire de ce dont sa lettre annonçoit la connoissance ; & en rapprochant les faits, on se dit à soi-même qu'il est bien étrange que les notions que suppose le *Bouyourdi* cadrent aussi parfaitement avec les ordres de l'Ambassadeur : & on tire les conséquences que nous allons présenter.

On se dit : Dgezar, Pacha, attendoit un Capidgi - Bachi, qui devoit être porteur du Firman. Cet Officier de la Porte n'est pas venu. Donc il est douteux si le Firman est parvenu à Dgezar.

Il attendoit un Consul & une Nation françoise. Donc il savoit que la Nation & le Consul recevroient ordre de venir, sans avoir reçu aucune satisfaction préalable. Donc Dgezar a des intelligences jusques dans le Secrétariat de l'Ambassade de France à Constantinople, dont quelque *agent* sans doute lui révèle le secret.

Donc Dgezar comptoit voir la Nation expulsée par lui, venir, lâchement humiliée, au-devant des réparations, qu'il avoit même l'insultant orgueil de ne pas lui offrir, puis-

qu'il ne donnoit aucuns ordres sur la maniere de l'accueillir , & ne destinoit des égards ou les honneurs qu'au seul Capidgi-Bachi.

Cependant la sage fermeté , le refus des Négocians trompent les instructions données à Dgezar. Quand il est instruit par le *Mutsellem* de Caïffe , il ordonne , par un nouveau *Bouyourdi* , qu'on lui envoie le *Drogman* avec une escorte.

M. Deligondès crut sans doute qu'il l'exposeroit trop , en cédant à ce vœu du tyran ; il repartit sans communiquer avec lui en aucune maniere , & sans envoyer à Damas le *Drogman* qu'il avoit demandé. Il revint à Jaffe.

Là , il reçut une dépêche de M. l'Ambassadeur , qui , d'après les lettres qu'il avoit reçues depuis l'expédition du Firman , prévoyoit l'impossibilité du succès , engageoit M. Deligondès à correspondre directement avec le Ministère de France , & le laissoit libre de prolonger son séjour à la côte de Syrie.

Cependant M. Deligondès partit sans se concerter avec les Négocians , & malgré leur priere de rester en croisiere dans les parages , pour les protéger , il les laissa à la merci de leur persécuteur.

Il étoit impossible que ces événemens ne nuisissent pas infiniment à la considération dont les François avoient besoin pour rester dans les lieux de leurs refuges, dans les contrées malheureuses où la tyrannie est toujours injuste & cruelle, quand elle croit pouvoir l'être impunément. Aussi les Négocians retirés à Tripoli furent-ils exposés aux plus mauvais traitemens de la part du Pacha, pour n'avoir pas voulu lui prêter vingt bourses (1), que le mauvais état de leurs affaires ne leur permit pas de rassembler.

Ils réclamèrent encore près de l'Ambassadeur, *qui en attendant, dit-il, qu'ils voulussent rentrer dans leurs établissemens*, leur envoya un Firman adressé au Pacha & au Cadi de Tripoli, pour leur enjoindre de protéger les François retirés chez eux.

Il est bien étrange que M. de Choiseul se soit permis, par les expressions de sa lettre, d'insulter, pour ainsi dire, aux malheurs de ses compatriotes.

En attendant qu'ils veuillent rentrer dans leurs établissemens ! Et c'est après avoir acquis la

(1) La bourse est une monnoie de compte orientale. Elle vaut 1500 l. tournois.

certitude que Dgezar avoit bravé les ordres de la Porte , en supposant qu'il les ait reçus ; c'est après la connoissance des outrages faits au pavillon national ; c'est au moment où le Brik de la Nation françoise , l'*Alerte* , commandé par M. Danjard , venoit d'être chassé de Seid par le *Mutsellem* , Osman-Chaoux , chargé des ordres de Dgezar , que M. de Choiseul supposoit qu'il ne manquoit aux François que la *volonté* de rentrer dans leurs établissemens.

Mais il auroit dû , s'il ne vouloit pas être *juste* , être du moins conséquent. Il n'auroit pas dû oublier que lui-même , en proposant à la *Nation* & au *Consulat* François de retourner à Seid & à Acre , comptoit qu'ils y seroient engagés par le Pacha , & par l'exécution des ordres de la Porte. Dans une lettre à M. Renaudot , du 23 février 1791 , il s'en expliquoit dans ce sens , quand il lui disoit : « Vous aurez sans doute vu effectuer une partie des promesses de la Porte , par les *avances* » & les *regrets* que vous aura fait transmettre » Dgezar » : & c'est lorsqu'au lieu d'*avances* & de *regrets* , le féroce Pacha n'a fait parvenir que de nouvelles insultes , que des outrages plus graves que les premiers , que M. de Choiseul suppose que la *volonté* seule des Régis-

seurs les éloigne du Gouvernement de Dgezar. Cette seule circonstance dévoile, nous osons le dire, toute la malveillance de l'Ambassadeur.

Elle éclate d'une manière plus frappante encore dans sa correspondance ultérieure. Il paroît qu'il s'étoit fait un plan de persuader en effet, soit à la chambre du commerce de Marseille, soit au ministre, que c'est uniquement par leur faute & leur mauvaise volonté que les régisseurs ne sont pas rentrés à Acre & à Seid.

Dans sa lettre du 12 juillet à la chambre du Commerce, il dit, « qu'il étoit informé » d'avance que quelques démarches que pût » faire Dgezar Pacha, les Régisseurs étoient » résolus de ne pas retourner à Acre ». Et par cette assertion il veut persuader que c'est la connoissance de cette disposition qui a empêché Dgezar de faire aucune avance aux François.

Il paroît, par les lettres de M. Thevenard, que c'est dans le même esprit que M. de Choiseul a correspondu avec lui, & qu'il a reproché aux Négocians tout le mauvais succès de la démarche de M. Deligondès, tandis que c'étoit évidemment à la foiblesse même de la démarche, à la mesquinerie des mesures, &

à la persévérante obstination de Dgezar qu'il falloit tout attribuer.

Une autre remarque naît encore de la correspondance de M. Thevenard ; c'est que sans doute M. de Choiseul ne l'a pas instruit de l'insulte faite à Acre au pavillon françois ; autrement le Ministre n'auroit pas manqué de relever cette importante circonstance , qui seule & indépendamment des autres , auroit suffi pour motiver, de la part de la France , la demande d'une punition sévère. Et quels reproches n'est-on pas en droit de faire à un Représentant de la France dans une Cour étrangère , qui dissimule près d'elle , & tait à sa propre Cour les outrages que reçoit l'honneur national.

Cependant il ne pouvoit se dissimuler que la conduite de Dgezar fût extrêmement coupable , ni se refuser à faire de nouvelles démarches pour obtenir sa punition , sans se compromettre gravement lui-même.

Aussi écrivit-il en juillet 1791 à M. Leydet, Consul à Tripoly ; à M. Beauffier, Vice-consul de Seid , à la chambre du Commerce , qu'il avoit fait de nouvelles démarches , & avoit obtenu une conférence avec le *Réis-*

Effendi & le Beiliktehi, en présence du *Cadilesker* de Romelie.

En rendant compte de ses détails , il rapporte une proposition faite, dit-il, par le *Réis-Effendi*, pour que l'on fit remplacer par de nouveaux individus les *Négocians d'Acre* qui avoient mis au moins peu de mesure dans leur conduite. Nous reviendrons sur ces expressions, à la suite desquelles l'Ambassadeur annonce qu'après avoir écarté cette demande du *Réis-Effendi*, il a obtenu de lui « la promesse qu'on mettroit sous les yeux de Sa » Hauteffe le procès-verbal de cette conférence ; mais qu'il croyoit pouvoir assurer » que la France seroit satisfaite, & que Dgezar » Pacha, à son retour de la Mecque, seroit » châtié ministériellement ».

Le successeur de M. Thevenard au ministère de la Marine, M. Bertrand, s'étoit concerté avec le Ministre des affaires étrangères pour enjoindre à M. de Choiseul d'exiger de la Porte la destitution de Dgezar ; enfin l'espoir d'une satisfaction tardive, mais éclatante, commençoit à naître dans l'ame des Majeurs & Régisseurs de Syrie, lorsqu'au mois de janvier dernier, on a su enfin à quoi ont abouti les promesses de M. l'Ambassadeur.

La parole du Réis-Effendi *de faire châtier Dgezar ministériellement*, a été oubliée ou écartée, & on s'est borné à l'expédition d'un nouveau *Firman* confirmatif des dispositions du premier que nous avons analysé, conçu en termes énergiques, & terminé par un *hatti-scherif* ou ordre écrit en entier de la main du Grand-Seigneur, & qui est à la vérité l'acte le plus fort de la puissance souveraine réunie à la puissance religieuse.

Ce commandement impérial fut remis au *Hodgeaghian-Mehemed-Emin-Effendi*, pour être porté par lui au Pacha.

En faisant part de la détermination de la Porte à M. Renaudot, M. de Choiseul lui annonce formellement l'impossibilité d'obtenir la destitution de Dgezar, & lui donne divers ordres, qui anéantissent tout l'effet du *Firman*.

Ce commandement ordonne, 1°. la punition des instigateurs auxquels les François ont reproché d'être cause de leurs malheurs; 2°. des dédommagemens. Eh bien, M. de Choiseul prescrit au Consul de céder ces deux points, si le *Hodgeaghian* donne une garantie de la tranquillité à venir des François.

A ces seules conditions, l'Ambassadeur ordonne *formellement* à M. Renaudot « d'aller

» établir son consulat à Acre, d'y appeler
 » MM. les Négocians, de s'y rendre malgré
 » leur refus, & d'y assurer par sa présence
 » *la tranquillité de ceux qui iront exploiter*
 » *le commerce de Syrie* ».

Il est à remarquer que cette fois les régisseurs de Seid & d'Acre, réfugiés à Tripoly & Jaffe, ne reçurent aucune nouvelle de l'Ambassadeur, qui dédaigna de les informer directement de ce qu'il avoit fait.

Cependant on a appris par des voies indirectes quel a été l'issue de la négociation du *Hodgeaghian*. Il s'est rendu à Acre. On ignore s'il a remis à Dgezar Pacha le commandement impérial ; ce qu'on fait, c'est que son séjour à Acre a été de courte durée, & qu'il est reparti, sans communiquer avec les François, sans remettre même à M. Renaudot une lettre de l'Ambassadeur, qui ne lui est parvenue que parce que le *Drogman* de Tripoly, instruit sans doute de son existence, l'a réclamée, retirée, & fait parvenir.

Tel est, en ce moment, l'état connu des affaires de Syrie, relativement aux Négocians exilés.

Une seule circonstance nous reste à rapporter, & elle est propre à jeter un grand jour sur les autres.

Dans le temps à peu près que M. de Choiseul sollicitoit & obtenoit la promesse du Réis-Effendi de faire *punir ministériellement* Dgezar à son retour de la Mecque, le fils d'un Négociant françois de Constantinople arrivoit à Acre. Il étoit sans doute recommandé à l'avance, & de maniere à ne pas craindre pour lui les infames traitemens dont le Pacha avoit jusques alors accablé tout ce qui portoit le nom françois.

Arrivé en droiture chez le *Mutsellem*, cet officier lui donna une forte escorte pour le conduire au *Mézerib*, lieu distant de Damas d'environ trois journées en entrant dans le désert.

On observera, si l'on veut, que c'est à cette époque que M. de Choiseul-Gouffier prétendoit que *Dgezar Pacha* étoit *très-affecté de la chaleur de ses démarches contre lui*; que M. Dalmas (c'est le nom du Négociant de Constantinople) ne pouvoit pas ignorer l'état des affaires de France en Syrie; que conséquemment il ne pouvoit avoir hasardé une telle démarche sans l'aveu & les secours de l'Ambassadeur.

On remarquera que ces conjectures deviennent des vérités pour ceux qui connoissent le

vif intérêt que M. de Choiseul a toujours pris & manifesté pour les opérations commerciales de la maison *Dalmas*.

On observera ensuite que le jeune Dalmas n'a eu aucunement à se plaindre de l'accueil du Pacha & de ses procédés.

Il est probable même qu'il a eu extrêmement à s'en louer alors, & qu'il en a dû recevoir au moins des promesses très-satisfaisantes, si on en juge par ce qui s'est passé depuis.

En effet, le sieur Dalmas est retourné à Constantinople, puis est revenu à Acre, précédé par le sieur Martin, ancien Capitaine au service de MM. Lazare Dalmas & compagnie, parti de Marseille avec une cargaison dont il étoit le gèreur.

Ils ont établi à Acre une maison de commerce sous la raison de *Martin Dalmas & Compagnie*. Ils y occupent une maison appartenante à un des Négocians exilés, & que le Pacha, qui s'en étoit emparé, leur a accordée; ils ont formé à Seid un pareil établissement, & ne rougissent pas de consommer, par cette honteuse démarche, l'avilissement du nom François dans les Echelles de Syrie, & la ruine de leurs compatriotes.

Qu'on veuille bien se souvenir à présent de tout ce que l'Ambassadeur de France à Constantinople a fait pour empêcher le retour des François à Acre & à Seid, de tout ce qu'il a négligé de faire pour les y ramener honorablement & utilement pour la France & pour eux.

On lui ordonne du conseil du Roi de demander la destitution de Dgezar lors des premières insultes. Il ne le fait pas.

Il ne peut se dispenser de solliciter, d'obtenir un premier Firman ; mais il ne fait rien pour en assurer l'exécution ; il laisse en problème de savoir si jamais Dgezar l'a reçu.

Il tend évidemment un piège aux Négocians par la conduite qu'il prescrit à M. Deligondès ; & cette conduite, la proposition de mener les François dans le *Pachaly* de Dgezar sans aucune assurance de ses dispositions, ou plutôt avec la presque certitude qu'elles n'étoient pas changées, étoit déterminée par le désir de les voir refuser, & l'espérance de décider alors le Consul à y aller sans eux, afin d'y faire faire par d'autres, par des protégés, des établissemens nouveaux.

On jugera de la précision des ordres & instructions donnés sur ce point à M. Deligondès,

lorsqu'on verra comment le commandant insistoit pour faire partir M. Renaudot pour Acre, *afin*, disoit-il, *dans une lettre du 22 août, d'y protéger les François qui arrivoient à Acre.* Et ceci s'écrivoit peu après la démarche du sieur Dalmas près du Pacha, peu avant l'arrivée du sieur Martin à Acre.

Quand les Négocians ont rendu vaine l'embuche qu'on avoit dressée sous leurs pas, l'Ambassadeur travaille à les noircir près du Ministre de France & de la chambre du commerce, & cherche à faire croire, par ses lettres écrites en juillet 1790, qu'il n'avoit tenu qu'à eux de rentrer dans leurs Echelles, & qu'ils s'y étoient refusés.

Mais la Chambre du commerce & les Majeurs approuvent les Régisseurs & forment de nouvelles réclamations; & M. de Choiseul, *forcé* par sa position, *forcé* par les ordres du Ministre, *forcé* par les nouveaux faits que les Négocians de Syrie lui avoient articulé, tels que l'insulte faite au pavillon national, fait enfin de nouvelles démarches, & transmet de nouvelles promesses de la Porte & de ses Ministres.

Dans l'intervalle de ces promesses, à l'époque possible de leur réalisation, le sieur

Dalmas fils revient à Constantinople , après avoir conféré avec le Pacha, après avoir très-probablement pris des arrangemens avec lui. Il est impossible de douter que M. l'Ambassadeur ait fû le résultat de cette démarche ; c'est à l'époque où il le connoît que ses promesses auroient dû s'effectuer , & elles ne se réalisent plus.

Ce n'est plus de la *punition ministérielle* de Dgezar qu'on parle ; le *Firman*, le *Hatti-scherif* qu'on obtient n'énoncent que celle de ses conseillers, avec des dédommagemens à accorder aux François.

Et comme si c'eût été trop encore, l'Ambassadeur ordonne au Consul de céder ces deux points, pour des promesses, pour une garantie du *Hodgeaghian*, que les François ne feront point inquiétés. Et en cas de refus des Négocians d'accéder à ce honteux, autant que dangereux arrangement, il lui ordonne de les abandonner, de se rendre sans eux à Acre, & d'y protéger les nouveaux commerçans qui s'y rendront.

Ainsi M. de Choiseul *trahit*, le mot n'est pas trop fort, l'honneur national qu'il feint de défendre. Il ne parle pas à la Porte, il ne parle pas à sa cour de l'outrage fait au pa-

villon françois; il n'en est rien dit dans le *Firman* ni dans le *Hatti-scherif*; les faits y sont altérés ou dissimulés, la réparation insuffisante, & l'Ambassadeur ordonne encore au Consul d'y renoncer.

Sans doute que la conduite & les discours de M. Choiseul à Constantinople avoient appris combien il seroit peu sévère dans l'exécution des dispositions du *Firman*; sans doute Dgezar avoit reçu, ou par M. Dalmas, ou par toute autre voie, l'assurance qu'il pouvoit être désobéissant impunément; sans doute les ordres donnés au *Hodgeaghian-Emin-Effendi* étoient peu pressans, puisqu'il est reparti presque sur le champ sans correspondre avec les François, sans faire faire au Pacha aucun acte de justice en leur faveur.

C'est alors qu'une maison de Constantinople, connue pour avoir des rapports étroits avec M. l'Ambassadeur, pour être protégée par lui avec autant de zèle & de chaleur que s'il étoit associé à ses opérations, forme un établissement à Acre, s'approprie lâchement les dépouilles de ses compatriotes, caresse le despote qui les opprime, & s'empare des débris de leur commerce.

Nous l'avouerons, chacun des Négocians

s'est dit à lui-même : « Si j'avois été repré-
 » sentant de la France près du Grand-Sei-
 » gneur, & que j'eusse voulu défendre, sau-
 » ver Dgezar, éloigner les François des Echel-
 » les d'Acre & Seid, & y placer des Négoc-
 » cians intéressés avec moi, qu'aurois je fait ?

» J'aurois essayé d'abord de persuader que
 » les François de Syrie avoient des torts en-
 » vers Dgezar pour atténuer les siens envers
 » eux.

» J'aurois exagéré la difficulté d'obtenir jus-
 » tice du Pacha.

» Forcé d'agir par un devoir impérieux, je
 » n'aurois obtenu qu'un *Firman* foible, & où
 » les torts du Tyran seroient affoiblis, dissimu-
 » lés, les réparations peu étendues.

» J'aurois souffert que la réalité de son en-
 » voi à Dgezar fût un problème ; j'aurois
 » chargé un Commandant des vaisseaux de la
 » Nation de reconduire les Négocians dans le
 » *Pachali* de Dgezar avant qu'on fût s'il avoit
 » reçu le *Firman*, avant qu'il l'eût exécuté du
 » moins ; j'aurois dit : les Négocians, s'ils obéis-
 » sent, seront à la merci de leurs oppresseurs,
 » & bientôt victimes de la haine, ou forcés d'en
 » éviter les effets par la fuite ; s'ils désobéissent,

je

» je les chargerai du blâme : le Consul seul ira à
 » Acre, & mes Négocians protégés l'y suivront.
 » Si le projet ne réussit pas ; si de nouvelles
 » atrocités de Dgezar, & l'ascendant d'une
 » marche droite & loyale sur une conduite
 » tortueuse & équivoque déjoue mes calculs ;
 » si je suis forcé d'agir de nouveau près de la
 » Porte, je promettrai d'abord la punition de
 » Dgezar, au nom des Ministres du *Divan*.
 » Puis, je dirai qu'ils ont manqué à leur pa-
 » role ; je pallierai l'outrage fait au pavillon
 » François, & je me contenterai d'un *Firman*
 » à peu près semblable au premier, revêtu à la
 » vérité, d'un *Hatty-Scherif*, mais dont il sera
 » convenu qu'*Emin-Effendi*, porteur, n'exi-
 » gera pas l'exécution, si Dgezar s'y refuse ;
 » ou dont les dispositions seront éludées par
 » des négociations que j'ordonnerai au Consul
 » de faire, si Dgezar veut les entamer.

» Je puis compter, d'après cela, que les
 » Négocians de Syrie, qui ont montré de
 » l'honneur & du courage, ne rentreront pas
 » dans leurs Echelles. Alors M. Dalmas, qui
 » s'est déjà abouché avec Dgezar, ira à Acre
 » former un établissement immense : car il en-
 » vahira le commerce des onze Régisseurs.
 » Peut-être mes liaisons avec la maison Dal-

» mas, combinées avec les autres circon-
 » stances de ma conduite , feront - elles naître
 » quelques soupçons , malgré l'adresse de ma
 » marche. Mais j'ai ducrédit, je les écarterai ;
 » j'aurai sauvé *le riche Dgezar*, qui sera sans
 » doute *reconnoissant* ; j'aurai *servi la maison*
 » *Dalmas* , qui ne sera pas ingrate.

» Il est vrai que l'honneur du pavillon Fran-
 » çois sera compromis ; que la Nation que je
 » représente sera de nouveau accablée d'ou-
 » trages dans le Levant , parce qu'on lui aura
 » vu dévorer , sans réparation , ceux de l'au-
 » dacieux Dgezar ; mais au milieu de l'agita-
 » tion, inséparable d'une révolution , cette cir-
 » constance échappera peut-être au Ministère &
 » à l'Assemblée Nationale.

Voilà , pensoit chaque Régisseur de Syrie , voilà ce que j'aurois fait.

Il est bien étonnant que cette marche soit celle qu'a tenue M. l'Ambassadeur , & notre respect pour sa personne & pour ses fonctions , peut seul empêcher nos soupçons de s'attacher à lui , quand tant de probabilités s'unissent à des preuves pour les faire naître.

C'est au Roi, c'est à l'Assemblée Nationale à examiner la conduite de M. de Choiseul ; c'est aux Représentans électifs & héréditaires

du Peuple François à juger si celui-là est digne d'être Délégué de la Nation chez des Peuples voisins, qui laisse outrager impunément, & en silence, la dignité nationale, le pavillon, le signe qui représente à la fois sa puissance & sa liberté; qui n'exécute pas les ordres de sa Cour, portant l'injonction d'exiger la destitution de Dgezar; qui laisse enfin gémir dans l'exil, & sous l'oppression *une nation entiere*, chassée honteusement de ses établissemens (1).

Les *Majeurs*, & *Régisseurs* de Syrie ne se

(1) M. de Choiseul prétend qu'il est impossible d'obtenir la destitution d'un Pacha. Le fait qui suit lui prouvera le contraire.

En 1766, un Corsaire Maltois s'empara, à la vue de Seid, d'un bateau du pays, chargé de marchandises appartenantes aux François qui y résidoient. Le bateau & les marchandises furent renvoyés, mais le Corsaire mit l'équipage aux fers, pour en retirer une rançon, suivant l'usage. Cet événement occasionna un soulèvement dans la ville. Le peuple se porta en foule devant le Serrail, en criant que les François s'entendoient avec les Corsaires, & qu'il falloit les forcer à prendre les mesures les plus promptes pour le renvoi des Esclaves. Mohammed, Pacha, gouvernoit alors Seid. Il manda le Drogman de la Nation au Serrail, & lui fit appliquer la bastonnade, pour donner quelque satisfaction à

permettront pas d'émettre un vœu sur ce point ; & , partant des faits qu'ils ont établis , ils vont se borner à présenter leurs justes réclamations.

Il est constant que , depuis près de deux ans , ils sont exilés du siège de leur commerce ; qu'aux désagrémens personnels se sont joints des pertes réelles , résultantes , 1°. des frais de leur déplacement ; 2°. de la déperdition de leurs habitations ; 3°. de l'anéantissement de leur commerce dans les Echelles de Seïd & Acre ; 4°. de la perte de leurs créances sur les Habitans du Pachali de Dgezar.

Que la Nation françoise poursuive près de

la populace. Le Consul porta des plaintes à Constantinople ; & quoique Mohammed , Pacha , y jouit d'une grande considération , il fut tout de suite dépossédé de son Pachali , exilé dans une Province reculée de l'Empire , & il ne dut la conservation de sa vie qu'aux présens qu'il fit aux Drogmans de Constantinople , pour arrêter les poursuites , & pour qu'on se bornât à cette satisfaction. Nommé , quelques années après , au Pachali de Damas , Mohammed , Pacha , a eu jusqu'à sa mort , arrivée en 1783 , les plus grands égards pour les François , & leur a accordé la protection la plus efficace , lorsqu'ils ont eu recours à lui à la suite des relations d'affaires que les Négocians de Seïd & d'Acre ont dans cette Capitale.

la Porte , comme elle le jugera convenable à sa dignité, l'insulte qui lui a été faite par le Pacha de Syrie ; elle seule est le juge, l'arbitre de ce qu'il lui convient de faire à cet égard.

Mais vis - à - vis des Négocians expulsés, elle a un devoir de justice rigoureuse à remplir.

En effet, *le but de toute association politique*, dit la déclaration des droits de l'homme, *est la liberté, la propriété, la sûreté*. Le citoyen doit donc trouver ces trois avantages, non seulement dans *la Patrie* qu'il a choisie, mais encore dans tous les lieux où il va, sur la foi du Gouvernement. Dans tous les parages, sur toutes les mers, dans toutes les contrées où son industrie va s'exercer, où son intelligence va se développer, où son esprit va s'éclairer, sur l'assurance de la protection que lui doivent les forces réunies de la société.

Ce n'est pas une protection stérile ou impuissante ; ce ne sont pas seulement de vains efforts, des tentatives infructueuses, pour obtenir justice aux Membres de la société que le corps social leur doit ; c'est une protection active & efficace, qui fasse jouir tous les ci-

toyens , en quelque lieu de l'Europe , ou du monde connu qu'ils soient placés , de la libre disposition de leurs propriétés , selon les *conventions* existantes entre l'Etat dont ils sont membres , & celui dans lequel il se trouve.

En un mot , le Gouvernement , *dans l'étendue de l'Empire* , doit à chaque individu l'exécution des lois , garantes de sa liberté , de sa sûreté & de sa propriété ; il doit également , chez les *Puissances étrangères* , l'exécution des stipulations , des traités , qui assurent la jouissance de ces trois premiers biens de l'homme civilisé.

Si , *dans l'Empire* , l'injustice ou la violence tentent de l'en dépouiller , les Tribunaux prononcent , & la force publique protège la réparation.

Si , *chez l'Etranger* , les individus ou les autorités violent les conventions établies entre les deux Puissances , l'individu lésé ne peut plus citer à un Tribunal l'attentat dont il est victime. Il le dénonce à l'association dont il est membre.

Alors , elle a trois partis à prendre. *Le premier* , de solliciter & d'obtenir , par des négociations faites en son nom , la réparation du

tort fait à un des associés. *Le second*, de l'exiger, & de l'arracher par la force des armes, si elle en a les moyens. *Le troisième*, de donner elle-même à ceux qu'elle ne peut pas protéger *efficacement* le dédommagement du tort qu'ils ont souffert, soit dans leur personne, soit dans leurs biens.

Ces principes, puisés dans l'éternelle justice, ont été consacrés de la manière la plus solennelle par l'Assemblée constituante. Deux vaisseaux, appartenans à des Armateurs françois de Dunkerque & de Marseille, furent pris, au mépris de nos traités, par les Algériens : une contestation momentanée entre cette Puissance barbaresque & la France, en fut l'occasion & la cause. La discussion se termina, & les bâtimens ne furent pas rendus. L'intérêt public engagea la France à ne pas l'exiger.

Mais l'Assemblée Nationale & le Roi sentirent qu'il étoit juste d'appliquer alors le principe, *que nul ne peut être privé de sa propriété sans une juste & préalable indemnité* : & les Armateurs obtinrent un dédommagement proportionné à leurs pertes.

La position des Négocians, faisant le commerce de Syrie, donne lieu à l'application des

mêmes principes qui ont guidé l'Assemblée constituante.

Ils exploitoient un commerce important, utile, précieux pour l'Etat ; ils s'y livroient sur la foi des *capitulations* exillantes entre la Porte & la Cour de France.

Tout-à-coup un ordre inique, arbitraire les arrache à leurs établissemens, & les jette dans un exil pénible, loin de leurs affaires, qui se perdent ; loin de leurs créanciers, qui ne les payent plus ; loin de leurs maisons, dont on s'empare.

L'Ambassadeur de France à la Porte réclame justice : soit que les torts viennent de lui, soit qu'ils procèdent du *Divan* lui-même, ou de la désobéissance de Dgezar : l'effet est égal pour les Négocians de Syrie. Ils n'obtiennent pas des dédommagemens ; les capitulations sont violées ; & le Pacha qui les a enfreintes conserve sa puissance, ses richesses : l'état de souffrance & de malheur se prolonge pour les opprimés.

Cependant il faut que le Gouvernement François choisisse ; il faut qu'il agisse efficacement près de la Porte, pour en obtenir justice en faveur des Négocians de Syrie, ou qu'il leur fasse payer, d'après une juste évaluation, les

indemnités qu'ils font en droit de prétendre.

Elles sont considérables; car on sent combien doivent être étendues les pertes de onze établissemens, dont les Chefs, obligés de fuir avec leurs Agens & leurs familles, forcés de se sauver à la hâte, ont laissé dans les Echelles, toutes les avances faites par eux, à recouvrer, indépendamment des avaries qu'ont essuyé leurs marchandises dans le transport, & des frais immenses de déplacement.

Mais à quelques sommes qu'elles s'élèvent, d'après une juste appréciation, l'Assemblée Nationale est trop juste pour ne pas sentir qu'elle acquittera, en les payant, une dette légitime, sacrée, incontestable.

C'est sur ces motifs que les Négocians de Marseille, faisant le commerce de Syrie, concluent à ce que,

L'Assemblée Nationale charge le Pouvoir exécutif de faire négocier efficacement auprès de la Porte, *dans un délai fixé*, pour obtenir, 1°. la destitution de *Dgezar, Pacha* de Syrie & de Damas; 2°. l'indemnité des pertes supportées par les Régisseurs & Majeurs de Syrie, à l'occasion & par suite de leur injuste expulsion des Echelles de Seid & d'Acre; 3°. l'assurance nouvelle de la protection du Gouver-

nement Impérial , aux termes des Capitulations , pour les établissemens françois dans les Echelles.

Et en cas que , *dans le délai fixé* , ces demandes ne soient pas accordées par la Porte , ordonner que , sur les Mémoires qui seront remis par les Négocians de Syrie , vérifiés par l'Administration centrale du commerce , & mis ensuite sous les yeux de l'Assemblée , il sera accordé une indemnité proportionnée aux pertes que les François ont essuyées , par suite de la violation des capitulations entre la Turquie & la France , & de leur expulsion d'Acre & de Seid.

Telles sont les demandes que présentent des Citoyens qui auroient eu le courage de dévorer leur injure personnelle , de supporter leurs immenses pertes , si la Patrie avoit pu gagner à leur résignation , ou s'enrichir de leur appauvrissement & de leur ruine ; mais ils ont été plus vivement affectés de leur position , quand l'outrage fait au nom François , l'avilissement où il tomberoit dans le Levant , si on ne le vengeoit avec éclat , sont venus aigrir le douloureux sentiment de leurs malheurs individuels.

Ils l'avouent même , en finissant , la juste indemnité qu'ils sollicitent , ils l'obtiendroient ,

ils la recevroient encore avec douleur , si elle n'étoit précédée des réparations que l'honneur national offensé a droit d'exiger , & auquel leur patriotisme leur fait attacher autant & plus de prix , qu'au succès de leurs réclamations personnelles.

*Signé J. B. CROZE - MAGNANT, Député
extraordinaire à Paris.*

REGNAUD DE SAINT-JEAN D'ANGELY,
Défenseur officieux.



